

Questions orales

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai toujours grand plaisir à discuter du cas de toute région où le service peut être amélioré. Je crois cependant qu'il importe de noter que la nouvelle gestion du CN a amené une reprise des activités de transport des marchandises et des voyageurs. Il est exact qu'à cause de ce rajustement 6,000 personnes ont perdu leur emploi, mais je suis certain que les députés approuveront un mode de fonctionnement plus efficace qui permettra au CN de faire enfin des profits et d'accroître sa productivité.

M. Orlikow: Le ministre envisage-t-il de s'entretenir avec le président du CN afin de déterminer à quel point il est efficace de confier des travaux par contrat à d'autres compagnies qui ne paient pas les salaires convenus après des générations de négociations, mais qui versent des salaires aussi bas que possible et qui dispensent actuellement un service déplorable dans quantité de petites villes et de villages au Canada? N'existe-t-il pas de meilleur moyen de fonctionner sans s'en prendre aux citoyens canadiens?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, j'estime que cette question est trop générale, mais si le député peut mentionner un point précis sur lequel il désire que je tente d'obtenir des renseignements, je serai heureux d'en tenir compte.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

DEMANDE D'AMÉLIORATION DES PROGRAMMES DU MEER

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Expansion économique régionale. Compte tenu des statistiques fort décourageantes qui nous sont communiquées depuis environ 17 mois d'affilée, demandera-t-il au premier ministre de présenter la semaine prochaine aux premiers ministres provinciaux un programme qui saura freiner les effets des programmes du ministère de l'Expansion économique régionale dans les régions défavorisées? Je fais particulièrement allusion aux crédits injectés dans des régions comme les provinces Atlantiques et qui reviennent dans une proportion de 75 ou 80 p. 100 à l'économie centrale. D'ailleurs, cet argent n'a créé là-bas que des emplois temporaires et n'a nullement servi, particulièrement sur le plan de l'infrastructure, à créer des emplois permanents depuis l'application du programme du MEER il y a plusieurs années de cela.

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je voudrais d'abord m'inscrire totalement en faux contre les déclarations de l'honorable député à l'effet que les programmes du ministère n'ont eu aucun effet dans la région de l'Atlantique. Je voudrais par exemple parler de sa propre province, la Nouvelle-Écosse, où il sait très bien que des entreprises se sont installées au cours des sept dernières années, et cela grâce à l'aide du ministère de l'Expansion économique régionale. Il devrait le reconnaître lui-même, comme le reconnaissent d'ailleurs la plupart pour ne pas dire tous les premiers ministres des provinces de l'Atlantique qui appuient totalement le programme du ministère de l'Expansion économique régionale. Je suis certain que, lors de la conférence des premiers ministres, qui se tiendra ici à Ottawa la semaine prochaine, cette question du soutien qui est

[M. Orlikow.]

donné par Ottawa au développement des régions du Canada et en particulier de l'Atlantique sera le sujet d'un débat. Je suis certain que le premier ministre et moi-même auront l'occasion de participer à la discussion sur ce sujet particulier.

[Traduction]

M. l'Orateur: Une question supplémentaire de la part du représentant de Dartmouth-Halifax-Est.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser et peut-être même une deuxième selon que le ministre est en train de me traiter de menteur ou non.

Des voix: Oh, oh!

M. Forrestall: Je veux bien accepter la parole du ministre quand il prétend que mes renseignements sont erronés lorsque je soutiens essentiellement que l'argent injecté dans l'économie des provinces Atlantiques revient dans l'économie du Canada central à un taux variant entre 60 et 80 p. 100, selon qu'il existe ou non un programme d'infrastructure ou un programme de stimulation du développement industriel. Si ces renseignements sont erronés, le ministre devra m'en administrer la preuve ou retirer ses propos.

La question est donc directe et simple. Le ministre et le premier ministre ont-ils une proposition à présenter aux premiers ministres provinciaux la semaine prochaine en vue de renverser cette tendance et de créer des emplois permanents et non pas temporaires comme des travaux de creusement de fossés?

[Français]

M. Lessard: Monsieur le président, l'honorable député me demande de rectifier mes déclarations lorsqu'il dit que les programmes du MEER n'ont eu aucun effet bénéfique et n'ont pas créé d'emplois permanents dans la région de l'Atlantique. Je m'inscris en faux contre cette déclaration-là. En ce qui a trait au fait qu'une certaine portion des dépenses du ministère dans la région de l'Atlantique, grâce à des programmes à frais partagés avec les provinces ou avec l'industrie, puisse se retrouver éventuellement dans l'économie du centre du Canada ou d'autres provinces, c'est sûrement vrai, parce qu'il y a des choses acquises dans les provinces provenant d'une production faite dans d'autres provinces, mais c'est vrai aussi dans les deux sens. En ce qui a trait à des programmes précis que je pourrais avec le premier ministre présenter à la conférence des premiers ministres la semaine prochaine, je pense que l'honorable député aura à attendre le rapport et le déroulement de cette conférence, et il en jugera par lui-même.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRESLE PROJET HYDRO-ÉLECTRIQUE DE GULL ISLAND AU
LABRADOR—LES NÉGOCIATIONS CANADA-TERRE-NEUVE

M. John Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Compte tenu du fait qu'il y a 32,000 chômeurs à Terre-Neuve aujourd'hui, soit 1,000 de plus que le mois dernier—et qu'un bon nombre d'entre eux proviennent du secteur de la construction—le gouvernement du Canada a-t-il abouti à un accord avec le gouvernement terre-neuvien quant à la réalisation du projet hydro-électrique de Gull Island, au Labrador, qui permettrait de créer plusieurs milliers d'emplois dans le secteur de la